

La Corrèze et la dette, la Corrèze et la Grèce.

"La Corrèze, Département le plus endetté de France... La Corrèze, c'est la Grèce de la France..."

Telle est l'antienne que nous entendons régulièrement dans la bouche des dirigeants ou des ministres UMP, à commencer par Claude Guéant, le Ministre de l'Intérieur. Qu'en est-il ?

I - "La Corrèze, Département le plus endetté de France" : c'est vrai... sauf que cette dette, c'est celle de la Droite

La Droite a dirigé la Corrèze sans discontinuer pendant 23 ans, de 1985 à 2008. En 8 ans (2001-2008), elle a multiplié la dette par 8 ! 35 M€ en 2001, niveau alors peu élevé pour un Département de 240 000 habitants ; 300 M€ au budget 2008, voté par elle.

C'était le triple de la moyenne nationale. Avec 1 250 €/habitant, c'était **30 % de plus que le 2^{ème} Département le plus endetté**, qui était à moins de 1 000 €, seuls 4 autres Départements ayant un niveau d'endettement par habitant supérieur à 900 € !

Avec ce triste record, "la palme de la dette", nous l'avons pour longtemps.

Evolution 2001 à 2012 de l'endettement



* Budget 2008 voté le 14 décembre 2007 avec un emprunt d'équilibre de 57 M€ portant l'encours à 299,9 M€ au 31 décembre 2008.

⇒ Où en sommes-nous aujourd'hui ? Qu'avons-nous fait ?

1 - Nous avons limité sa progression et, en 2012, pour la première fois, nous stabilisons la dette

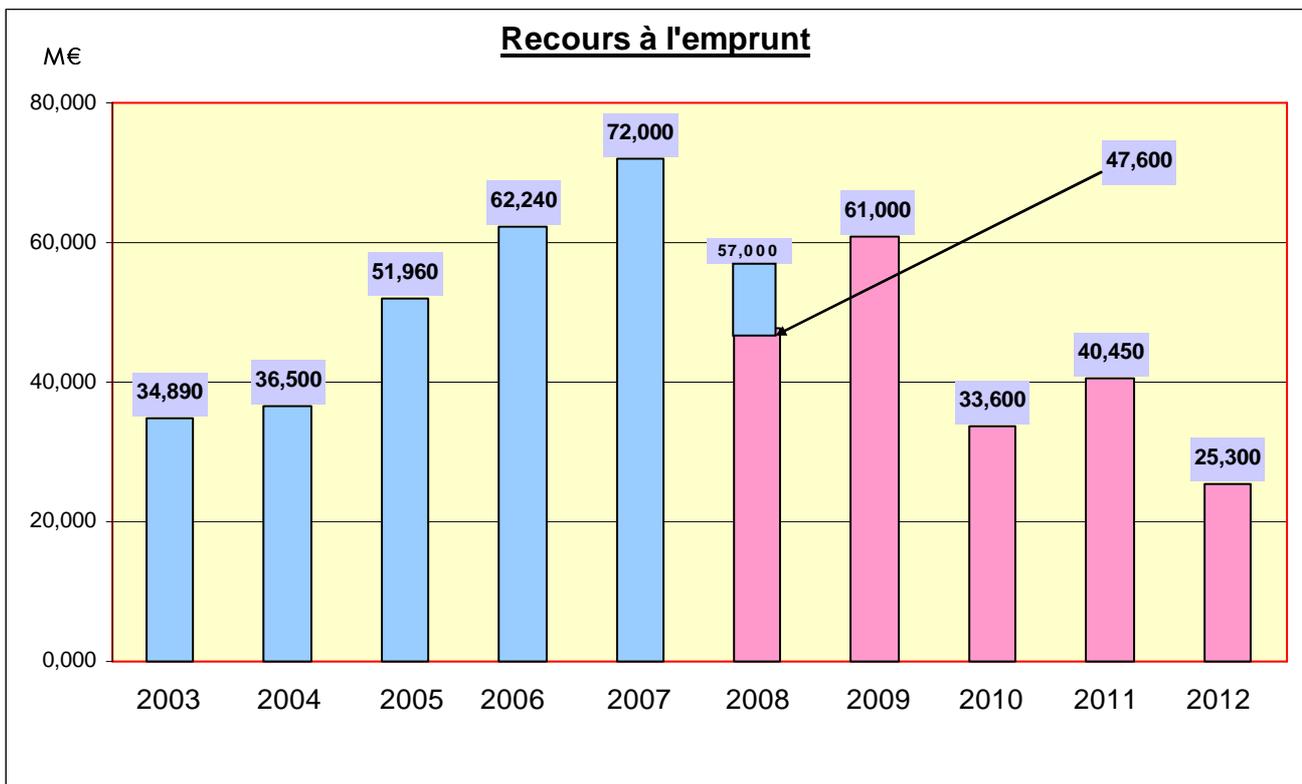
- 300 M€ en 2008, nous sommes aujourd'hui à 363 M€ : cela fait + 21 % en 4 ans, soit + 5 % en moyenne annuelle.

A titre de comparaison, la dette sous la Droite avait augmenté de + 283 % en 4 ans (2004-2007) : 300 M€ en 2008 ; 106 M€ en 2004. + 283 % pour la Droite ; + 21 % pour la Gauche : cherchez l'erreur...

Notre responsabilité, elle est de 63 M€ sur 363 M€ : 17 % pour nous, 83 % pour la Droite ! Et, en 2012, pour la première fois, nous stoppons la progression de la dette puisque nous en resterons à 363 M€.

- Nous avons réduit le recours à l'emprunt depuis 2008 : les 3 dernières années avant le changement de majorité, la Corrèze avait emprunté 52 M€ en 2005, 62 M€ en 2006, 72 M€ en 2007.

En 2008, arrivés en mars, nous avons dû exécuter le budget voté par la Droite. Elle avait prévu un emprunt de 57 M€ : nous avons réussi à le réduire de 10 M€ en le ramenant à 47 M€. 2009 fut une année exceptionnelle en raison de la crise et du "plan anti-crise" que nous avons souhaité mettre en place pour venir en aide à l'économie locale. Nous avons donc dû emprunter 61 M€. En 2010 et 2011, nous sommes revenus à un palier beaucoup plus bas : 33,6 M€ en 2010, 40,4 M€ en 2011 et, en 2012, nous descendrons encore d'un palier avec seulement 25,3 M€, chiffre égal au remboursement du capital.



2 - Pourquoi un tel endettement ? Que s'est-il passé pour en arriver là ?

- La Corrèze a vécu au-dessus de ses moyens pendant des années, sans regarder à la dépense. Elle a investi sans compter : 100 M€/an en moyenne sur la période 2005-2007 avec un "pic" à 115 M€ la dernière année !

Tout y est passé, et en même temps : déviations routières, nouvel aéroport, bâtiments départementaux, centre sportif en Haute-Corrèze, centre de vacances sur l'île d'Oléron, maisons du Département dans les cantons les plus dépeuplés avec parfois 2 visiteurs par jour en moyenne, extension du musée du Président Chirac, rénovation ou construction de maisons de retraite subventionnées à 40 %, immenses zones d'activité, aides aux communes les plus élevées de France...

Rien n'était trop beau, rien n'était assez cher, la machine s'est emballée comme si le Département avait un chéquier illimité...

A l'époque, la Droite plastronnait : "*nous sommes les premiers, nous sommes les meilleurs*"... L'équation était pourtant simple : "1^{er} en investissement = 1^{er} pour la dette = 1^{er} dans le mur". L'opposition de l'époque avait pointé cette dérive. La Majorité depuis 2008 doit la gérer.

- Les investissements d'hier, c'est la dette d'aujourd'hui. La Corrèze a vécu à crédit, sa dette est jeune, récente. Elle devra continuer à la payer au moins jusqu'en 2020-2022 sans véritable possibilité de la voir baisser avant cette échéance.

Par ailleurs, les investissements, il faut les amortir et l'amortissement, c'est une dépense de fonctionnement qui pèse directement, en plus des charges d'intérêt des emprunts, sur l'équilibre du budget. Le poids des amortissements à assumer représente aujourd'hui 25 M€ par an !

3 - Qu'avons-nous fait depuis 2008 ? Pourquoi n'y a-t-il pas eu désendettement ?

- **Nous avons dû diminuer de moitié l'investissement** : de 100 M€, nous sommes revenus à 50 M€ en 2010 et en 2011. C'est la moyenne des Départements de la taille de la Corrèze. Nous allons même devoir descendre à 40 M€ en 2012 pour faire en sorte que la dette n'augmente plus.

Pour réellement faire baisser la dette, il aurait fallu ne pas dépasser 30 M€ d'investissement par an... Passer de 100 M€, 115 M€ en 2007 à 30 M€ ! Ça aurait été assécher l'économie locale en période de crise, détruire les politiques au service des Corrèziens... Entre un budget d'explosion de l'investissement, donc de la dette, et un budget de destruction de nos politiques, nous avons fait le choix d'un budget de préservation de l'essentiel de nos interventions.

- **Dans le même temps, il nous a fallu préserver l'équilibre du budget de fonctionnement** avec des dépenses obligatoires, notamment sociales, qui augmentent plus vite que les recettes et qui sont de plus en plus mal compensées par le Gouvernement auquel appartient M. Guéant... Ajoutons-y la crise qui nous a fait perdre en 2009 et 2010 près de 30 % des droits de mutation immobiliers et la suppression de la taxe professionnelle qui nous laisse comme seul levier fiscal la taxe foncière sur les propriétés bâties... Ceci ressemble à la quadrature du cercle.

- **Toute l'imprévoyance de la Droite est là.** 2004 : Acte II de la décentralisation, transfert massif de compétences aux Départements, transfert de personnel, transfert de charges non intégralement compensées qui impactent principalement le budget de fonctionnement et renforcent la difficulté de l'équilibre budgétaire, surtout dans un département rural à la population plus âgée que la moyenne, une richesse fiscale limitée...

C'est ce moment-là qu'a choisi la Droite pour dépenser tous azimuts, pour s'endetter comme aucun autre Département de France ne l'a fait, quand justement les autres Départements faisaient attention à ne pas laisser leurs comptes se dégrader, à ne pas emprunter plus que ce qu'ils remboursaient. En Corrèze, c'est l'inverse qui s'est produit.

Ce legs, pour ne pas dire cet héritage de 23 ans de "gestion" de la Droite, c'est finalement une forme de "double peine" :

- une dette qui, pour être simplement stabilisée, nous oblige à diviser plus que par 2 l'investissement, et qui ne peut même pas être réduite sauf à nous condamner à ne plus rien faire ;
- une "fuite en avant" dans la dépense concomitante à la deuxième vague de décentralisation, qui a pour conséquence directe de compromettre l'équilibre budgétaire, à charge... pour la majorité élue en 2008, reconduite en 2011, de préserver cet équilibre avec les difficultés que cela représente.

En un mot, en Corrèze comme dans le pays tout entier, la Droite, c'est la dépense ; la Droite, c'est la dette.

II - "La Corrèze, ce n'est pas la Grèce de la France"

Non, la Corrèze n'est pas la Grèce de la France : elle n'est pas en défaut de paiement et son budget sera équilibré en 2012. La Corrèze n'est pas la Grèce : elle n'a pas baissé les prestations sociales qu'elle doit à ses administrés : aide sociale, APA, rSa, Prestation de Compensation du Handicap ; elle ne réduit pas le salaire de ses fonctionnaires...

La Corrèze n'est pas la Grèce, elle n'est pas non plus l'Etat français : elle n'a pas droit au déficit budgétaire, elle ne peut pas emprunter comme le Gouvernement de M. Guéant pour financer ses dépenses de fonctionnement. La "règle d'or", nous n'avons pas besoin de l'avoir en perspective car elle s'impose déjà à nous comme d'ailleurs à l'ensemble des collectivités locales.

Les "responsables" de l'UMP prétendent que l'Etat est venu "*au secours de la Corrèze*" en lui accordant une aide de 11,5 M€ et que celle-ci a mis en place une "cure d'austérité", augmentation des impôts, fin de la gratuité du transport scolaire alors que ses dépenses ne seraient pas maîtrisées et que ses effectifs auraient quasiment doublé... Là encore, qu'en est-il ?

1 - "L'Etat au secours de la Corrèze endettée" ?

De quoi s'agit-il ? Le Gouvernement a commandé début 2010 un rapport sur la situation des finances départementales, pour l'ensemble des Départements de France. Ce fut le rapport Jamet, du nom de l'ancien Directeur Général des Services du Conseil Général du Rhône.

Ce rapport a préconisé pour 2011 que l'Etat abonde à titre exceptionnel les recettes des départements en situation fragile et potentiellement de déséquilibre. Au-delà de 2011, il a préconisé des solutions plus durables, notamment pour la compensation des dépenses d'intervention sociale.

C'est ainsi qu'a été créé par la loi un fonds de soutien exceptionnel doté au plan national de 2 fois 75 M€, 150 M€ au total. La Corrèze, consciente de sa situation, résultat de la gestion passée de la Droite, a demandé à en bénéficier. Elle l'a fait dès septembre 2010 : elle a même été la première à solliciter ce dispositif par ailleurs largement insuffisant pour répondre aux difficultés structurelles des Départements (l'Assemblée des Départements de France avait dit "*il manque un zéro à 150 M€*").

Nous avons bien obtenu 11,5 M€ avec 6 autres Départements qui se sont partagés les 75 M€ disponibles. 3 sont de Droite : le Val d'Oise, le Haut-Rhin et les Ardennes ; 3 sont de Gauche : le Cher, la Nièvre et le Tarn. **L'Etat n'est pas venu "au secours de la Corrèze" : il n'a finalement versé à la Corrèze que son dû : 11,5 M€, c'est le montant du déficit de compensation sur les 3 allocations de solidarité nationale (APA, PCH et rSa).**

Ce qu'il a fait pour la Corrèze, il devrait le faire pour tous les Départements et tous les ans. Or, malgré les promesses, notamment du Premier Ministre, ce fonds n'a pas été reconduit en 2012... Qui a abandonné la réforme de la dépendance, laissant les Départements en proie à leurs difficultés ? L'actuel Gouvernement.

2 - Nous n'avons pas mis en place un "plan d'austérité" : certains ont même parlé de "plan FM" !

La conséquence du reniement de l'Etat sur la réforme de la dépendance, c'est que nous devons nous débrouiller seuls pour équilibrer le budget 2012 : augmenter nos recettes, réduire nos dépenses. Qu'avons-nous décidé ?

- Pour augmenter les recettes, il n'y a pas de "recette miracle" : il faut toucher à l'impôt. Contrairement à l'Etat qui a une multitude de leviers fiscaux, de niches fiscales à sa disposition, des plus justes aux plus injustes, les Départements n'en ont qu'un : le foncier bâti.

Depuis son arrivée à la tête de la Corrèze en 2008, la Gauche n'a pas augmenté les impôts : **4 ans de stabilité. La Droite, elle, les avait augmentés de 30 % en 6 ans** : pas seulement le foncier, mais aussi la taxe d'habitation et la taxe professionnelle.

En Corrèze, comme pour le pays tout entier, la Droite, c'est la dette ; la Droite, c'est aussi l'impôt.

La disparition de l'aide de l'Etat en 2012 nous oblige, pour l'équilibre du budget, à augmenter le foncier bâti de + 6,5 %. Ce n'est rien d'autre que le rattrapage de l'inflation sur la période 2008-2012. L'impact pour le contribuable, obligatoirement un propriétaire -tout le monde ne l'est pas- sur une taxe foncière "moyenne" est de 20 € pour l'année. **Il y a pire comme "cure d'austérité"...**

- Nous avons dû également revoir la question de la gratuité du transport scolaire, désormais appliquée dans une minorité de Départements compte tenu des difficultés financières qu'ils rencontrent.

Nous allons mettre en place à la rentrée de septembre un droit d'inscription pour les familles de 30 €/an, soit 3 € par mois de scolarité, 3 % du coût réel du transport qui est de 900 € par élève, avec un tarif dégressif selon le nombre d'enfants transportés au sein d'une même famille.

Nous aurons le tarif le plus faible de tous les Départements où une participation est demandée. Le Loir et Cher, par exemple, présidé par Maurice Leroy, ministre de l'actuel Gouvernement, facture des frais de dossier de 30 € mais continue de figurer sur la liste des Départements où le transport scolaire est gratuit... Nous y adjoindrons une exigence de justice sociale pour les familles qui ont les moyens de payer plus, jusqu'à 150 € ou 200 € pour les tranches les plus élevées de l'impôt sur le revenu.

Est-ce cela un "plan d'austérité" : faire payer peu ceux qui ont le moins et faire payer plus ceux qui ont davantage ? Non, c'est tout simplement la justice, cette justice qui fait tellement défaut aux choix fiscaux du Gouvernement.

- S'agissant des dépenses, nos missions obligatoires seront intégralement assurées, en particulier les prestations sociales dans ces temps de précarité où les Départements font encore figure de "bouclier social". La Droite voudrait-elle les remettre en cause, par exemple le rSa ?

Nos actions facultatives ne seront pas pour autant sacrifiées : tout au plus certaines d'entre elles seront-elles réduites de 10 % à 20 %, mais de manière non uniforme ou systématique. **L'essentiel sera préservé avec toujours comme vecteur la justice sociale**, par exemple l'aide à la garde d'enfants, mise sous conditions de ressources.

3 - Nos dépenses sont maîtrisées

- L'UMP cherche à nous faire le procès d'une dérive des dépenses de fonctionnement, à commencer par le personnel. Rien de plus faux.

Certes, les effectifs du Conseil Général ont doublé mais c'était sous la Droite : 650 en 2004, 1 300 en 2008, conséquence des lois de décentralisation successives avec le transfert des personnels de l'Équipement, des personnels Techniciens et Ouvriers de Service de l'Éducation Nationale.

Au 1^{er} janvier 2008, avant l'élection de François Hollande à la Présidence du Conseil Général, le nombre d'agents était de 1 335, de 1 318 au 1^{er} janvier 2009, 1 316 au 1^{er} janvier 2010, 1 382 au 1^{er} janvier 2011 dont 66 personnels du Parc de l'Équipement transférés par l'Etat soit 1 316 hors transfert, et 1 367 au 1^{er} janvier 2012 en comptant toujours ces agents transférés. **C'est dont la stabilité qui a prévalu, voire même une légère décroissance grâce à des redéploiements internes, bien loin toutefois de la règle aveugle du non-remplacement d'1 fonctionnaire sur 2. C'est aussi la démonstration qu'il est possible d'avoir une fonction publique, territoriale en l'occurrence, à périmètre constant.**

Sous la Droite, le Département se croyait tellement riche qu'il s'est payé le luxe de financer à 100 % 206 postes d'Aides Médico-Psychologiques dans les maisons de retraite en contradiction avec un décret de 1999 qui répartit la prise en charge de ces personnels AMP à 70 % par l'assurance maladie et à 30 % seulement par le Département au titre de la dépendance.

La Chambre Régionale des Comptes avait elle-même relevé dès 2005 que cela revenait "*à faire financer par le contribuable local ce qui devrait l'être par l'assuré social*". La charge induite est de 4,5 M€/an : nous la traînons" depuis 10 ans... **Et c'est la Droite qui voudrait donner à la Gauche des leçons de gestion !**

- De la même manière, il revient souvent dans la bouche des pourfendeurs de l'action des collectivités locales des dépenses inconsidérées de communication.

En Corrèze, sous la Droite en 2007 : dernier compte administratif, elles étaient de 1,7 M€. Elles seront de 950 000 € en 2012 : - 45 % en 5 ans.

- **Nous avons aussi réduit le train de vie de la collectivité** : dépenses de réception, frais de déplacement, flotte automobile... Marché public après marché public, appel d'offres après appel d'offres, nous avons réalisé pour plusieurs millions d'euros d'économies sur des postes comme le mobilier urbain, les photocopieurs, la téléphonie, l'entretien des espaces verts, la maintenance des bâtiments, le gardiennage, mais aussi le déficit d'exploitation du musée du Président Chirac à Sarran qui aura baissé d'un tiers entre 2008 et 2011, soit plus de 500 000 € d'économies.

Nous avons fait le choix de faire d'abord des économies de gestion sur nos dépenses internes plutôt que de pénaliser nos partenaires ou des tiers qui ne sont pour rien dans les difficultés que nous avons dû affronter à notre arrivée.

- Enfin, s'agissant de l'investissement, nous serons cette année à 40 M€. C'était, on l'a vu, la condition pour stopper la progression de la dette.

Parmi ces dépenses, il en est plus particulièrement une qui fait débat pour son coût : c'est l'opération Ordicolleège, qui consiste à doter tous les élèves de 6^{ème} des collèges d'une tablette numérique iPad. Aujourd'hui, tous les collégiens, de la 6^{ème} à la 3^{ème}, sont dotés soit d'une tablette, soit d'un ordinateur portable.

Cette opération représente 1,5 M€ en investissement par an et 200 000 € en fonctionnement (plate-forme de maintenance). C'est 0,5 % de notre budget total, 3 % du budget d'investissement 2011 pour une opération très appréciée des parents, des élèves et de la majorité des enseignants.

Nous venons de la faire évaluer par l'Inspection Générale de l'Education Nationale qui préconise de la poursuivre en lui donnant un "*nouvel élan*" au niveau des usages pédagogiques, encore insuffisamment développés. Nous sommes fiers et nous revendiquons cette opération qui réduit la fracture numérique entre les élèves et entre les familles, et qui anticipe sur les méthodes d'enseignement qui seront généralisées demain.

Hors opération Ordicolège, qui n'aura pas d'impact budgétaire sur 2012 (dotation début 2013), l'investissement baissera cette année de 14 %, dans la moyenne, pas plus, pas moins, des 40 Départements qui ont déjà voté leur budget : ils prévoient une réduction de 15 % de l'investissement.

Alors, la Corrèze, Département le plus endetté de France ? Oui : nous savons où sont les responsabilités. A Droite.

"*La Corrèze, la Grèce de la France*" ? Non. Au contraire, un Département qui remplit toutes ses obligations, qui préserve l'équilibre de son budget, qui maîtrise ses dépenses sans jamais cesser de chercher à être juste et innovant.

Un Département qui sait que la dette n'est pas la solution. Un Département qui sait que l'austérité n'est pas la solution. Un Département qui a besoin de retrouver confiance dans l'Etat et dans ses dirigeants.

Un Département qui porte l'espérance lucide d'un avenir meilleur...